

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/W/3

19 avril 1995

(95-0961)

Comité des subventions et des mesures compensatoires

POINTS EN RAPPORT AVEC L'EXAMEN DU QUESTIONNAIRE RELATIF AUX SUBVENTIONS AUQUEL DOIT PROCEDER LE GROUPE DE TRAVAIL

Note du Président

L'article 25.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires dispose ce qui suit: "sans préjudice de la teneur et de la présentation du questionnaire relatif aux subventions, les Membres feront en sorte que leurs notifications contiennent les informations suivantes:

- i) forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.);
- ii) montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention (avec indication, si possible, du montant unitaire moyen de la subvention de l'année précédente);
- iii) objectif général et/ou objet de la subvention;
- iv) durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention;
- v) données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce".

S'agissant du questionnaire relatif aux subventions, la note de bas de page 54 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires prescrit l'établissement du Groupe de travail, chargé d'examiner la teneur et la présentation du questionnaire reproduit dans les IBDD, S9/203-204.

Dans l'optique de l'examen du questionnaire, je signale que les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 ont donné à diverses reprises dans le passé des indications afin de faciliter les réponses au questionnaire. On trouvera ci-après certaines de ces indications, qui seront peut-être utiles au Groupe alors qu'il va entamer ses travaux.

-
- I. Dispositions relatives aux rapports prévus à l'article XVI
Décision du 2 mars 1950
(IBDD, Volume II, page 20)

Attendu que l'article XVI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce dispose que si une partie contractante accorde ou maintient une subvention quelconque, y compris toute forme de protection des revenus ou de soutien des prix qui a directement ou indirectement pour effet d'accroître les exportations d'un produit quelconque du territoire de ladite partie contractante ou de réduire les importations de ce produit dans son territoire, cette partie contractante fera connaître par écrit aux

PARTIES CONTRACTANTES l'importance et la nature de cette subvention, les effets qu'il est permis d'en escompter sur la quantité du produit ou des produits en question importés ou exportés par elle et les circonstances qui rendent la subvention nécessaire; et

Attendu que certaines parties contractantes appliquent des mesures de subvention telles que celles qui sont visées à l'article XVI, mais n'ont pas encore fourni les renseignements requis aux termes de cet article,

Les PARTIES CONTRACTANTES décident ce qui suit:

1. Ces renseignements devront être fournis, conformément aux dispositions de l'article XVI, aux PARTIES CONTRACTANTES le 1er août 1950 au plus tard, et toutes nouvelles mesures de subvention ou toutes modifications qui pourraient être apportées devront également être notifiées après cette date, aussitôt que possible après que ces mesures auront été prises;
2. Le secrétariat transmettra à chaque partie contractante toutes les notifications qu'il aura reçues.

II. Notification des subventions
(IBDD, Supplément n° 9, pages 203 et 204)

Des rapports devraient être adressés par écrit pour chaque produit visé et devraient comprendre les rubriques indiquées ci-après. Le genre des renseignements qui pourraient être donnés sous chaque rubrique est indiqué entre parenthèses:

- I. Nature et importance de la subvention¹
 - a) Fondement et législation
(Motif de la subvention et dispositions légales en vertu desquelles celle-ci est accordée.)
 - b) Incidence
(Indiquer si la subvention est versée aux producteurs, aux exportateurs ou à d'autres personnes; s'il s'agit d'une somme fixe par unité ou d'une somme variable; dans ce dernier cas, indiquer comment elle est déterminée.)
 - c) Montant de la subvention
(Coût total estimatif ou inscrit au budget ou, s'il n'est pas possible de l'indiquer, coût total pour l'année précédente.)
 - d) Montant estimatif par unité²

¹Les renseignements concernant les quatre sections du paragraphe premier devraient être présentés séparément pour chaque produit.

²Dans les cas où les pays ne sont pas en mesure d'indiquer le montant unitaire de la subvention parce qu'il est lié à des prix fluctuants ou calculé, non sur le produit, mais d'après un autre critère (par exemple, la superficie), ils devraient 1) faire connaître le montant des crédits éventuellement inscrits au budget et 2) donner des chiffres détaillés concernant l'application de la mesure pendant l'année précédente, en précisant le montant total des subventions versées, le volume du produit et le montant moyen de la subvention par unité du produit.

II. Effet de la subvention³

- a) Evaluation des effets quantitatifs de la subvention sur le commerce; raison pour laquelle on considère que la subvention aura de tels effets.
- b) Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:
 - i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
 - ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

Recommandations du Groupe spécial des subventions, adoptées par les PARTIES CONTRACTANTES le 24 mai 1960

(IBDD, Supplément n° 9, pages 198 à 204)

- I. Lignes directrices concernant les notifications (extraits)
- II. Subventions devant être notifiées au titre de l'article XVI (extraits des paragraphes 10 à 14)

A. De l'avis du Groupe, il ne suffit pas d'envisager l'accroissement des exportations ou la réduction des importations d'un point de vue purement historique. A cet égard, le Groupe spécial n'a pas perdu de vue l'interprétation donnée par les PARTIES CONTRACTANTES (IBDD, Volume II, page 49, paragraphe 29 a)):

"L'expression "accroître les exportations", à la ligne 4 de l'article XVI de l'Accord général, doit être interprétée comme visant également le maintien des exportations à un niveau supérieur à celui qu'elles atteindraient en l'absence de la subvention, comme il ressort clairement des lignes 4 et 5 de l'article 25 de la Charte de La Havane ..."

³Le Groupe spécial a estimé en effet que les PARTIES CONTRACTANTES entendaient obtenir des pays quelque indication sur les effets quantitatifs des subventions, c'est-à-dire leurs répercussions sur le volume réel des importations et des exportations ... Le Groupe spécial recommande donc que toutes les parties contractantes incluent désormais dans leurs notifications les statistiques d'une période représentative, concernant la production et la consommation intérieures, les importations et les exportations du produit considéré. Ces statistiques devraient se rapporter également aux trois années écoulées et, lorsque cela est possible et justifié, à une autre période représentative (ces dernières données ne devant être notifiées qu'une seule fois pour ce produit) antérieure à l'entrée en vigueur de la mesure ou à la dernière modification importante de cette mesure. Assurément, les statistiques ne fourniront pas une réponse à toutes les questions mais, comme le Groupe spécial l'a déjà fait observer dans le présent paragraphe, elles constitueraient pour les parties contractantes des indications pratiques extrêmement utiles pour évaluer les effets d'une subvention. Le Groupe spécial recommande aussi que les parties contractantes précisent quels seront, à leur avis, les effets des subventions sur le commerce et expliquent pourquoi elles estiment que les subventions auront ces effets.

Mutatis mutandis, cette interprétation doit s'appliquer également aux effets sur les importations; il s'agit, en conséquence, de déterminer ce qui se produirait à défaut de subvention. De l'avis du Groupe, il est légitime de supposer qu'une subvention qui stimule la production aura pour résultat, en l'absence de mesures de compensation telles qu'une subvention à la consommation, d'accroître les exportations ou de réduire les importations.

B. Le Groupe spécial a examiné dans quelles circonstances un système qui fixe les prix intérieurs à la production à un niveau supérieur aux prix mondiaux peut être considéré comme une subvention au sens de l'article XVI. Il est généralement admis qu'il s'agit d'une subvention lorsqu'un gouvernement maintient le niveau de ces prix directement ou indirectement par des achats et des reventes à perte; il suffit que les achats portent sur une partie seulement de la production pour qu'il y ait subvention et, lors de la détermination de la perte sur la revente, des dépenses telles que les frais de stockage devraient être pris en considération ... Le Groupe spécial a reconnu qu'il pourrait exister d'autres méthodes de stabilisation des prix à propos desquelles il serait plus difficile de déterminer si elles comportent ou non une subvention. Dans les cas de ce genre, il convient donc de se reporter aux circonstances particulières à l'espèce. Le Groupe estime que, pour permettre un tel examen, les PARTIES CONTRACTANTES devraient envisager la possibilité de demander aux parties contractantes de notifier tous les cas de soutien des prix, quelle que soit la méthode utilisée.

C. Le Groupe spécial a examiné la question de savoir si les subventions financées par des perceptions non gouvernementales doivent faire l'objet d'une notification au titre de l'article XVI. Le GATT ne s'occupe pas des systèmes mis en oeuvre par des particuliers agissant indépendamment de leur gouvernement, si ce n'est dans la mesure où il permet aux pays importateurs de prendre des mesures en vertu d'autres dispositions de l'Accord général. D'une façon générale, les systèmes par lesquels un groupe de producteurs s'impose volontairement des contributions destinées à subventionner les exportations d'un produit déterminé ne doivent pas être signalés. Le Groupe spécial a estimé que la multiplicité des formes que peuvent revêtir les mesures de ce genre empêche de faire le départ entre celles qui doivent être notifiées et les autres. En revanche, il n'y a aucun doute quant à l'obligation qui incombe à un gouvernement de signaler tout système de perceptions et subventions jumelées influant sur les importations ou les exportations, lorsqu'il y participe soit en faisant des versements au fonds commun, soit en confiant à un organisme privé le soin de percevoir les impositions et de verser les subventions, de manière telle qu'en réalité la pratique suivie ne diffère nullement de celle qui est normalement appliquée par les gouvernements. Ces considérations ont amené le Groupe spécial à estimer que pour déterminer si un système de perceptions et subventions jumelées doit être notifié, il convient d'examiner l'origine des fonds et la mesure dans laquelle l'Etat intervient éventuellement pour les réunir. En conséquence, au lieu de s'efforcer de formuler une recommandation précise visant à couvrir tous les cas possibles, le Groupe spécial considère que les PARTIES CONTRACTANTES devraient demander aux gouvernements de faire connaître tous les systèmes de perceptions et subventions jumelées concernant les importations ou les exportations dont la mise en oeuvre dépendrait d'une action de l'Etat sous une forme ou sous une autre.

D. Au cours de l'examen des notifications, il est apparu au Groupe spécial, lors de sa première réunion, que certaines parties contractantes avaient interprété l'acceptation par le Fonds monétaire international des systèmes de taux de change multiples comme les dégageant de l'obligation d'adresser les notifications prévues à l'article XVI. Le Groupe tient à préciser qu'à son avis la note interprétative n° 1 concernant la section B de l'article XVI a pour objet de lever les obstacles à l'application des taux de change multiples si l'agrément du Fonds a été obtenu, mais que, de toute évidence, l'obligation demeure de notifier aux PARTIES CONTRACTANTES les taux de change multiples qui ont le même effet que les subventions.

E. Afin que les PARTIES CONTRACTANTES disposent des renseignements les plus complets, le Groupe spécial recommande que les gouvernements qui estiment qu'aucune mesure ou aucun programme appliqué dans leur pays n'appelle une notification en vertu de l'article XVI en informent le Secrétaire exécutif par écrit.

III. But de l'article XVI:1
Rapport adopté le 21 novembre 1961, paragraphe 19
(IBDD, Supplément n° 10, page 223)

"L'article XVI, qui vise à assurer aux PARTIES CONTRACTANTES une connaissance exacte de la nature et de l'étendue des subventions pratiquées par les divers pays, a manqué partiellement son but du fait que certaines parties contractantes se sont abstenues de notifier les subventions qu'elles versent. Dans la mesure où elle s'explique par la répugnance de certaines parties contractantes à s'exposer elles-mêmes à l'accusation de ne pas se conformer à l'Accord, cette abstention procède d'une fausse interprétation de l'article XVI. De plus, toute partie contractante peut être priée d'entrer en consultation au sujet d'une subvention, qu'elle en ait donné notification ou non. Les parties contractantes n'ont donc aucun intérêt, semble-t-il, à ne pas notifier leurs subventions; bien au contraire, la notification peut écarter des soupçons injustifiés au sujet de subventions qui, jusque-là, n'avaient pas été notifiées."